

Une société sans argent liquide

Le gouverneur de la plus ancienne banque centrale du monde évoque le passage de son pays à la monnaie électronique

Stefan Ingves



PHOTO : PETTER KARLBERG / KARLBERG MEDIA AB

EN SUÈDE, les espèces disparaissent rapidement de la circulation. La demande de liquidités a diminué de plus de moitié pendant la dernière décennie, au profit de la carte bancaire ou de Swish, une appli qui permet des règlements en temps réel entre particuliers. Plus de la moitié des succursales bancaires ne manipulent plus d'espèces. Sept consommateurs sur dix déclarent pouvoir s'en passer et un commerçant sur deux pense ne plus les accepter d'ici 2025 (Arvidsson, Hedman et Segendorf, 2018). Enfin, une étude sur les habitudes de paiement en Suède (Riksbank, 2018) constate que les espèces représentent à peine 13 % des paiements en magasin.

Les solutions numériques pour le règlement de gros montants entre banques ne sont pas nouvelles, mais elles commencent à être utilisées pour les petites transactions entre particuliers. Et mon pays n'est pas le seul dans ce cas. Dans plusieurs pays asiatiques et africains, par exemple en Inde, au Pakistan, au Kenya et en Tanzanie, il est courant de régler un achat par téléphone mobile plutôt que par carte ou en argent liquide.

Comme le rôle d'une banque centrale est de gérer l'offre de monnaie, ces évolutions pourraient avoir des conséquences d'envergure. Dans le contexte d'un marché moderne de paiements numériques, la banque centrale doit-elle émettre un moyen de paiement ? Doit-elle uniquement fournir des billets et des pièces comme moyen de paiement des petits montants ? Une concentration des infrastructures

Que signifie le terme « cours légal » dans une société sans numéraire ?

de marché de paiement est-elle à craindre et donc à surveiller par les banques centrales ?

En Suède, la compensation et les transferts entre comptes sont concentrés dans un système : *Bankgirot*. Une fois l'infrastructure de marché des paiements en place, le coût marginal des paiements est faible et des externalités positives apparaissent. Qu'entendons-nous par « externalité positive » ? Prenons l'exemple classique du téléphone : il n'est pas très intéressant d'être le premier détenteur d'un téléphone, car on ne peut appeler personne. En revanche, plus il y a de gens raccordés, plus l'intérêt du téléphone augmente.

Il en va de même pour le marché des paiements : plus le nombre d'utilisateurs croît, plus la connexion à un système de paiement a de valeur. Les paiements peuvent en outre être considérés comme des services collectifs. De ce point de vue, j'estime que l'État a effectivement un rôle à jouer sur ce marché, en réglementant ou en fournissant l'infrastructure garante d'un fonctionnement harmonieux et fiable.

Les citoyens peuvent espérer d'un marché des paiements qu'il réponde à quelques critères essentiels. Premièrement, ses services doivent être largement disponibles. Deuxièmement, son infrastructure doit offrir sûreté et sécurité. Vendeurs et acheteurs

Dans le contexte d'un marché moderne de paiements numériques, la banque centrale doit-elle émettre un moyen de paiement ?

doivent être convaincus que les ordres de paiement seront exécutés — c'est la condition *sine qua non*. Troisièmement, le marché doit être efficient : il faut que les paiements soient rapides et coûtent le moins cher possible et que le système paraisse simple et facile à utiliser.

Ces critères sont-ils remplis ? Je suis de moins en moins sûr que nous puissions répondre par l'affirmative de manière catégorique.

Si les billets et les pièces deviennent obsolètes, la population ne bénéficiera plus d'un moyen de paiement garanti par l'État, ce qui renforcera la mainmise du secteur privé sur l'accessibilité, le progrès technologique et la tarification des méthodes de paiement disponibles. Il est difficile de savoir quelles en seront les conséquences, mais il est probable que cela limitera encore plus l'accès aux services financiers des catégories sociales ne disposant actuellement d'aucun autre moyen de paiement que les espèces. La concurrence et les redondances dans l'infrastructure de paiement seront sans doute moindres si l'État sort du jeu. Aujourd'hui, les espèces ont évidemment leur place dans le système, car elles seules ont cours légal. Mais que signifierait ce terme dans une société sans numéraire ?

On pourrait d'ailleurs se demander si les banques centrales devraient commencer à émettre de la monnaie électronique pour le public. Il s'agit d'une question complexe, dont les banques centrales débattront sûrement dans les années à venir. Je l'envisage sous un angle pratique et non hypothétique. Je suis convaincu que, d'ici dix ans, les paiements seront pratiquement tous électroniques, en Suède et dans de nombreux autres endroits du monde. Aujourd'hui déjà, du moins en Suède, les jeunes ne règlent presque plus rien en liquide. Cette dimension démographique m'incite aussi à penser que le déclin du numéraire ne saurait être ni enrayé ni inversé. Bien que les pays nordiques soient pionniers dans ce domaine, nous ne sommes pas seuls. Il est intéressant de voir à quelle vitesse évolue par exemple le marché des paiements chinois.

Et il faut compter avec l'arrivée des crypto-actifs. Selon moi et d'après la plupart de mes collègues, ces « monnaies » n'en sont pas, car elles ne remplissent

pas les trois fonctions essentielles de moyen de paiement, d'unité de compte et de réserve de valeur. La principale contribution des crypto-actifs est de montrer que l'infrastructure financière peut être construite différemment grâce aux chaînes de blocs, aux contrats intelligents et autres solutions basées sur le chiffrement. Même si cette nouvelle technologie est intéressante et probablement créatrice de valeur à long terme, les banques centrales doivent expliquer clairement que, de manière générale, les cryptomonnaies sont moins des monnaies que des actifs et des placements à haut risque. Plus nous le dirons clairement, plus nous aurons de chances d'empêcher la formation de bulles inutiles. Et nous devrions peut-être aussi réévaluer les besoins en matière de cadres réglementaires et de surveillance.

Soyons clairs, la numérisation, le progrès technique et la mondialisation sont autant d'évolutions positives qui accroissent le bien-être économique de tous. Nous ne pouvons qu'échafauder des hypothèses sur ce que seront les services de paiement de demain, mais plusieurs défis se profilent. L'une des questions centrales est de savoir si les banques centrales peuvent cesser de fournir à la population un moyen de paiement garanti par l'État. Une autre concerne l'opportunité de transférer l'infrastructure nécessaire aux paiements de détail à un marché entièrement privé. L'État ne peut pas se désengager complètement de ces responsabilités sociales dans ces domaines. Il reste à savoir exactement quel pourrait être son rôle à l'avenir. **FD**

STEFAN INGVES est le gouverneur de la Sveriges Riksbank, la banque centrale de Suède.

Bibliographie :

Arvidsson, Niklas, Jonas Hedman, and Björn Segendorf. 2018. "När slutar svenska handlare acceptera kontanter?" ("When Will Swedish Retailers Stop Accepting Cash?") Research Report 2018:1, Swedish Retail and Wholesale Council, Borås.

Gorton, Gary B. 2012. *Misunderstanding Financial Crises: Why We Don't See Them Coming*. Oxford: Oxford University Press.

Schabel, Isabel, and Hyun Song Shin. 2018. "Money and Trust: Lessons from the 1620s for Money in the Digital Age." BIS Working Paper 698, Bank for International Settlements, Basel.

Sveriges Riksbank. 2018. "The Payment Behaviour of the Swedish Population." Stockholm.